

Accord mineur sur la réforme de la zone euro

Les ministres des Finances européens ont conclu, ce mardi, un accord sur la réforme de la zone euro. Le résultat est moins ambitieux que ne l'espérait la France, qui voulait doter la zone euro d'un vrai budget.

VINCENT GEORIS

Après plusieurs mois de négociations, les ministres des Finances européens sont parvenus mardi, au petit matin, à un accord sur la réforme de la zone euro.

Le texte, dont les détails ne sont pas encore connus, ouvre la voie au renforcement du système financier européen pour mieux résister aux crises économiques et financières.

L'accord doit encore être approuvé par les chefs d'État ou de gouvernement lors du sommet des 13 et 14 décembre.

«Après plusieurs mois de négociations intenses et une réunion très difficile, nous avons présenté un plan détaillé pour renforcer la zone euro», a indiqué le président de l'Eurogroupe Mario Centeno, visiblement marqué par une nuit de pourparlers.

Conclu après 16 heures de tractations serrées, cet accord est différent du projet poussé par le président français Emmanuel Macron. Les idées ambitieuses d'un «FMI européen» et d'un ministre européen des finances ont été abandonnées.

Pas de vrai budget pour la zone euro

L'accord ne valide pas, non plus, la création d'un «budget de la zone euro» tel que sollicité par Paris, qui entendait profiter du Brexit et du départ du Royaume-Uni pour pousser l'intégration économique et financière. Le président Macron avait appelé à un budget de «stabilisation» en cas de crise économique.

Plusieurs États, les Pays-Bas en tête et la plupart des pays nordiques, ont freiné des quatre fers, préférant des instruments budgétaires nationaux pour combattre les crises.

Tout au plus les grands argentiers européens conviennent-ils que «les travaux pourraient être poursuivis sur

la conception, la mise en œuvre et le calendrier d'un tel instrument de convergence et de compétitivité».

C'est pourtant loin, bien loin, de la vision de l'Élysée, qui proposait un budget permettant à la zone euro d'affronter les chocs systémiques majeurs.

Les discussions sur le budget européen continueront, mais aucun progrès n'est attendu avant les prochaines élections européennes.

Des progrès vers l'Union bancaire

Des progrès ont été réalisés dans le

domaine de l'Union bancaire. Les ministres des Finances se sont accordés pour que le Mécanisme européen de stabilité (MES) – le fond de sauvegarde de la zone euro – puisse être utilisé pour soutenir le système financier en cas de crise bancaire.

«Nous avons convenu de développer le rôle du MES pour renforcer encore la prévention des crises et les capacités de résolution de la zone euro», affirme Mario Centeno.

L'Allemagne s'est toutefois opposée à la création d'un système de garantie des dépôts bancaires des épargnants qui aurait permis un

plus grand partage des risques bancaires avec les pays les plus fragiles. Ce dossier sera à nouveau discuté en juin prochain, après les élections européennes. Sur ce point aussi, les travaux se poursuivront. Mais les désaccords sont tellement sensibles que les ministres des Finances ne sont pas parvenus à s'accorder sur une feuille de route.

Dettes publiques

Les ministres des Finances se sont mis d'accord pour instaurer d'ici 2022 des règles facilitant la restructuration de la dette publique. Mario

Centeno a confirmé l'insertion, à cette date, d'une «clause d'action collective» dans les contrats obligataires européens visant à empêcher

le blocage d'un accord de restructuration de la dette par des investisseurs privés. «Nous créerons un groupe de travail de haut niveau chargé d'élaborer les prochaines étapes et d'en rendre compte en juin 2019», assure le président de l'Eurogroupe.

Une réforme «hautement sensible»

Pourquoi les ministres des Finances ont-ils pris autant de temps pour

parvenir à cet accord sur la réforme de la zone euro? «Ce sont des réformes techniques et politiques hautement sensibles», dit Mario Centeno, «nous devons être très attentifs à rédiger l'ensemble de manière précise afin d'obtenir des instruments effectifs jouant le rôle qui est attendu. Je rappelle souvent que les États-Unis ont mis 80 ans à adopter un système d'assurance-dépôt. Je suis sûr que cela nous prendra moins de temps.»

La crise liée au budget italien n'a, en tout cas, pas pesé sur les débats, selon Mario Centeno.

«Je rappelle souvent que les États-Unis ont mis 80 ans à adopter un système d'assurance-dépôt.»

MARIO CENTENO
PRÉSIDENT DE L'EUROGROUPE